

# 75

**PARIS**  
**UNE FILLETTE TROUVE  
UNE ARME CHARGÉE  
DANS UN BAC À SABLE**  
PAGE 14

**VOTRE SUPPLÉMENT OFFERT**  
■ **La France, deuxième  
marché mondial de la piscine**  
■ **Nos conseils pour louer  
votre appartement**



1€

# le Parisien

www.leparisien.fr

75 LUNDI 27 JUIN 2011

N° 20774

# Parisot : « Halte au sexisme ! »

Après le séisme de l'affaire DSK, Laurence Parisot, la présidente du Medef, pousse un coup de gueule contre le sexisme dans la société française.

PAGES 2 ET 3



(D.P./NUMBERTO DE OLIVEIRA)

## TOUS FOUS DE « L'AMOUR EST DANS LE PRÉ »

PAGES 36 ET 37



(D.PHILIPPE GOLDSZTEIN)

### DRAME

**Six alpinistes  
se tuent dans  
les Hautes-Alpes**

PAGES 4 ET 5

### SANTÉ

**Bactérie E. coli :  
le cri d'alarme  
d'un expert**

PAGE 6

### ENQUÊTE

**Soupçons  
sur la collection  
du chauffeur  
de Picasso**

PAGES 12 ET 13

### RUGBY

**Le Stade Français  
rétrogradé ?**

PAGE 18

PUBLICITÉ

**CITROËN C3  
PICASSO HDI**

90 CV AIRDREAM  
CONFORT BVM 5

Date de 1<sup>re</sup> immatriculation comprise  
entre le 01/06/10 et le 30/06/10

peinture métallisée, climatisation

**14 390€**



Véhicule d'occasion de faible kilométrage

Financer 11 ans jusqu'à 20/06/2011, avec possibilité avec les options en cash, réservé aux particuliers. Avec la liste des villes agréées. Une des véhicules sera disponible dans les points de vente Citroën Sélection. 12 mois sans frais, dans les limites de votre crédit autorisé. Financement avec option de location par Citroën Financement. Plus sur [www.citroen.fr](http://www.citroen.fr)

**CITROËN SÉLECTION**

15 Plus valable jusqu'au 30/06/2011, avec possibilité avec les options en cash, réservé aux particuliers. Avec la liste des villes agréées. Une des véhicules sera disponible dans les points de vente Citroën Sélection. 12 mois sans frais, dans les limites de votre crédit autorisé. Financement avec option de location par Citroën Financement. Plus sur [www.citroen.fr](http://www.citroen.fr)

**CITROËN FÉLIX PAURE**

PARIS 11 01 53 46 15 15 THALES (M) 81 46 86 41 23

PARIS 14 01 46 58 47 47 COGNAC (FR) 81 30 46 37 27

PARIS 17 01 44 52 78 79 (M) (FR) 81 34 76 73 48

BUCARES (R) 01 38 91 05 42 [www.citroen.fr](http://www.citroen.fr)

# Laurence Parisot: « Le sexisme est un racisme »

**ENTRETIEN.** Pour la première fois, la patronne du Medef témoigne de la misogynie du monde politique et des pratiques sexistes dont elle fut victime. « N'ayez plus peur de parler », dit-elle aux femmes.



La patronne des patrons brise le silence. Pour Laurence Parisot, il doit y avoir un avant et un après affaire DSK. Pour la première fois, celle qui a gravi les plus hautes marches du patronat français réputé pour son machisme, s'exprime longuement sur la place du sexe dans les rapports de pouvoir et exhorte les femmes à parler.

Sexisme, machisme, misogynie n'ont pas déserté la patrie de Simone de Beauvoir. Du sommet de l'Etat jusque dans les entreprises... la parité homme-femme n'est demeurée qu'un joli principe jamais vraiment mis en œuvre. Pourtant les lois ne manquent pas : 1907 (autorisation des femmes à disposer de leur salaire), 1972 (égalité salariale inscrite dans le Code du travail) renforcée en 1983 par la loi Roudy, sans compter la loi de 2005 sur l'égalité professionnelle... Toutes ou presque sont restées lettre morte même si, ici ou là, des choses avancent.

Dans nos colonnes, Laurence Parisot fustige les pubs sexistes, dénonce le silence des intellectuels et lance un appel aux candidats à l'élection présidentielle pour faire enfin de l'égalité homme-femme LE thème majeur de 2012.

C.G.P.



SIÈGE DU MEDEF (PARIS VIP), LE 22 JUIN. La présidente du syndicat patronal juge qu'il

## Le hit-parade des inégalités

**En politique.** Les femmes en France représentent 50 % de la population mais 30 % des membres du gouvernement, 18,5 % des députés de l'Assemblée nationale et 21,9 % des sénateurs.

**Dans les postes à responsabilité.** Seuls 15 % des membres des conseils d'administration des grandes entreprises sont des femmes alors que la loi fixe un quota de 40 % à atteindre d'ici à 2017. Parmi les patrons, 18,9 % sont des femmes dans les entreprises de moins de 10 salariés, 15,1 % dans les PME de 10 à 249 salariés, 8,6 % au-delà. Un cadre sur trois est une femme.

**Sur le plan salarial.** A travail égal, les femmes sont payées de 10 à 15 % de moins que les hommes et même 20 % pour les cadres. Globalement, leur rémunération est en moyenne inférieure de 27 % à celle des hommes. 19,6 % des femmes sont au smic contre 11 % pour les hommes. 70 % des travailleurs pauvres sont des femmes et un tiers de femmes actives occupent un emploi à temps partiel contre 5,8 % pour les hommes. 82 % des travailleurs à temps partiel sont des femmes.

## VOIX EXPRESS

Trouvez-vous que la condition des femmes est en recul ?



**Léa Rietmann**

23 ans  
chargée de clientèle  
Troyes (10)

« Oui. Les hommes ne les respectent plus assez. Ils sont de plus en plus dragueurs et de façon plus lourde qu'avant. Ils nous regardent comme si on était des bouts de viande. J'habite une ville de province. Dès que je sors, on m'aborde. Je ne vais à Paris qu'accompagnée sinon je me prends des mains aux fesses. Est-ce que les femmes sont responsables parce qu'elles s'habillent léger? Non. C'est peut-être à cause des clips trop sexy. »



**Christine Louys-Cuesta**

58 ans  
éducatrice  
Boulogne (92)

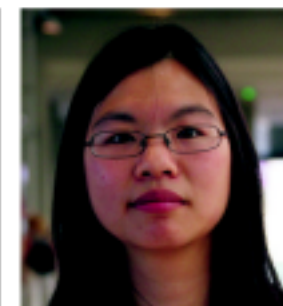
« Non. Cela a progressé depuis plusieurs générations. On peut voter, on a les mêmes droits que les hommes, ce qui n'était pas le cas pour nos grands-mères. Il ne faut donc pas exagérer dans la complainte féministe. En revanche, le pouvoir promet depuis quelques années de grandes réformes notamment sur l'égalité des salaires hommes-femmes, et cela tarde à se concrétiser. Les femmes doivent plus faire entendre leurs voix. »



**Charlene Goffinet**

27 ans  
chauffeur  
Montbéliard (25)

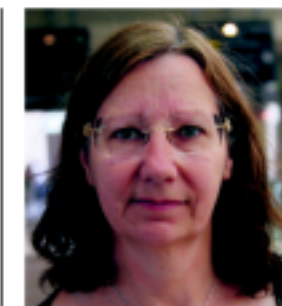
« Oui. Trop de femmes sont encore exploitées. On abuse de leur faiblesse et on doute de leur parole. L'affaire DSK est révélatrice. Ce qui change, c'est qu'avant une femme de ménage n'aurait peut-être pas osé porter plainte. Son acte libère la parole d'autres victimes de harcèlement. Côté travail, les femmes font pratiquement les mêmes métiers que les hommes et leur situation a bien progressé ces dernières années. »



**Caroline Diep**

24 ans  
ingénieur  
Fontainebleau (77)

« Non. J'ai été embauchée au poste d'ingénieur dans l'environnement. Il n'y a pas de différence avec mes collègues hommes. Les salaires sont du même ordre. Lors d'un entretien d'embauche, on m'a demandé si je souhaitais avoir un enfant, mais je n'ai pas pris cela pour de la discrimination. La seule chose qui m'inquiète, en tant que femme, est l'insécurité. J'ai peur de me faire agresser si je fais du jogging seule. »



**Fabienne Mériquot**

50 ans  
aide à domicile  
Mormant (77)

« Non, mais elle stagne. Lorsque il y a une promotion, c'est plus souvent pour l'homme, en particulier chez les ouvriers. En même temps, beaucoup de femmes préfèrent donner plus de temps à leur vie familiale que professionnelle. La grande différence par rapport aux générations précédentes, c'est que les femmes ont les moyens de se défendre si elles sont victimes d'injustice au travail, ou si elles sont victimes d'indélicatesses. »



est « indispensable de créer un grand ministère des Droits de la femme ». (LP/H. DE OLIVEIRA.)

## UN CODE DE BONNE CONDUITE DANS LES ENTREPRISES

**Le monde de l'entreprise n'est-il pas encore plus machiste que celui de la politique ?**

Il n'est pas différent du reste de la société. Mais les choses avancent, notamment dans les grandes entreprises, où nous avons fixé un quota de femmes de 40 % dans les conseils d'administration. Je revendique d'ailleurs, pour une large part, la paternité de cette mesure. Les entreprises sont aussi en train de multiplier les accords internes d'égalité salariale et de bonne gestion des carrières. Le débat peut permettre d'aller plus loin, plus vite. On peut se demander par exemple s'il est judicieux qu'un homme soit seul face à une jeune femme lors d'un entretien d'embauche. J'ai été très marquée aussi par le cas de ce cadre dirigeant mis à

le pied parce qu'il avait pressé une secrétaire dans un coin de couloir. L'entreprise a finalement été condamnée aux prud'hommes...

**Faut-il en passer par une loi pour codifier les rapports hommes-femmes dans l'entreprise ?**

Les lois existent déjà. Sans une prise de conscience et une adhésion générale, elles ne seront pas appliquées. Oui, il faut normaliser mais plutôt par des codes, des principes, des chartes de bonne conduite dans les entreprises, petites et grandes, ou grâce à des formations qui expliquent ce qu'il convient de faire et d'éviter, y compris dans les administrations. Le retard dans le secteur public est encore plus grand que dans le privé.

## TROIS PROPOSITIONS EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

**Hormis un débat national, quelles propositions faites-vous ?**

On ne s'en sortira pas si les politiques de droite comme de gauche se contentent de dresser sur un coin de table une liste de 50 mesures qui ne verront jamais le jour. Je crois indispensable de créer un grand ministère des Droits de la femme. Il devra être haut placé dans la hiérarchie gouvernementale et porté par une véritable volonté et par une personnalité politique forte. Sinon, rien n'avance.

**Où en est votre idée d'un allongement du congé paternité ?**

Plus que jamais, je suis déterminée à aboutir. Je vais écrire en juillet à tous les syndicats pour leur proposer d'ouvrir les discussions dès septembre. Il faudra bien sûr réfléchir au financement de cette mesure qui coûte cher. Il serait souhaitable que certains dispositifs actuels de soutien à la famille soient supprimés et redéployés vers l'allongement du congé paternité.

**Pensez-vous qu'il faille interdire**

## SON TÉMOIGNAGE PERSONNEL

**Le scandale DSK a remis à la une le machisme de la société française. Vous-même, avez-vous été victime d'attitudes sexistes ?**

LAURENCE PARISOT. Après l'affaire Strauss-Kahn, nous étions un petit groupe de femmes, ici même au Medef. Nous nous sommes raconté des choses que nous ne nous étions jamais dites sur nos propres expériences personnelles et professionnelles.

J'ai moi-même relaté mon tout premier entretien d'embauche, que je n'avais jamais raconté à quiconque. A ma grande surprise, il ne s'est pas déroulé dans un bureau, celui qui m'embauchait ce jour-là m'a dit :

« Nous allons dîner ensemble. » J'avoue, sur le coup, ne pas avoir compris. Le dîner a été assez difficile à gérer... J'ai été recrutée, mais j'ai aussitôt organisé la résistance ! C'était très instructif.

**Et plus tard, en tant que présidente du Medef ?**

La remarque misogyne est souvent la première arme de vos adversaires. Quand, en pleine campagne pour mon deuxième mandat, Alain Minc dit que « s'il y avait un dixième du talent de l'état-major de la CGT au Medef, les choses iraient déjà mieux », c'en est un exemple. Tout cela doit être dénoncé et banni des échanges

## LES SUITES DE L'AFFAIRE DSK

**Pensez-vous que le choc de l'affaire DSK puisse faire évoluer les mentalités ?**

Sans préjuger de l'issue du procès, il y aura un avant et un après. Cette affaire grave va contribuer à libérer la parole. Convaincus de la force des principes issus des droits de l'homme, les Français ont négligé l'égalité réelle entre les hommes et les femmes. Bien sûr, il y a eu les avancées de Mai 68, la loi Veil sur l'IVG et la loi sur la parité en politique, mais je suis persuadée que cette question sera au cœur des débats de l'élection présidentielle.

**Le risque n'est-il pas que les affaires DSK puis Tron poussent la**

**société française vers une sorte de puritanisme à l'américaine ?**

En France, sous prétexte de ne pas tomber dans la pudibonderie à l'américaine et au nom de notre culture latine, on ferme les yeux et les oreilles sur des choses qui vont bien au-delà du libertinage acceptable... Il est symptomatique de la force de la culture misogyne dans notre pays que personne n'ait relevé ce qu'avait déclaré la jeune femme du FMI qui avait eu une liaison avec Dominique Strauss-Kahn : « J'avais le sentiment que j'étais foutue si j'acceptais et foutue si je refusais. » Cette phrase illustre sans doute le plafond de verre auquel se heurte trop souvent la promotion des femmes.

## L'APPEL AUX CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

**Dans le milieu politique, les femmes ont été les premières à briser le silence sur ces sujets. Pourquoi se taisaient-elles auparavant ?**

La pression est forte. Elles risquent le discrédit. Et puis, à l'Assemblée nationale, les femmes ne représentent toujours qu'un peu moins de 20 % des députés, malgré la loi sur la parité. On peut certes l'améliorer, mais il est surtout important aujourd'hui de débattre.

Avec l'affaire DSK, notre société française va devoir réfléchir à ce cadre des relations entre les hommes et les femmes, clair aux Etats-Unis mais encore très flou chez nous. Tous les candidats à l'élection présidentielle auront à expliciter leur position. Aujourd'hui, face à la montée de la xénophobie et des intolérances, l'égalité hommes-femmes est la meilleure réponse. Je me demande d'ailleurs pourquoi, sur ce sujet, nos intellectuels sont aux abonnés absents.

**Justement, les partis politiques sont les premiers à ne pas appliquer la loi votée**

**en 2000 sur la parité. Le bonnet d'âne revient à l'UMP. Comment réagissez-vous ?**

Le paradoxe, c'est de voir en effet ce parti réclamer plus de sanctions contre les entreprises et ne pas respecter lui-même la parité dès l'étape des candidatures. La vraie solution serait que cela devienne un vrai critère au moment des élections.

**Souhaitez-vous l'élection d'une femme à la présidence de la République ?**

Ce serait bien, même si ce n'est bien sûr pas le seul critère. Je me souviens de la nomination d'Edith Cresson au poste de Premier ministre. Ce jour-là, j'ai ressenti une certaine fierté, et pourtant je ne partageais absolument pas ses idées. Les dernières élections présidentielles ont été marquées par des mesures emblématiques : la majorité à 18 ans en 1974, l'abolition de la peine de mort en 1981. En 2012, le projet phare pourrait être l'instauration d'une véritable égalité hommes-femmes dans la société.

**les publicités qui donnent une image dégradante de la femme ?**

C'est une très bonne idée. Roselyne Bachelot a installé une commission qui est chargée de surveiller cela, mais c'est évident qu'il y a des publicités qui ne devraient pas sortir. Comment voulez-vous ne pas favoriser une certaine violence avec de telles images ?

J'ai aussi trouvé inadmissible la campagne de promotion pour la série télé « Maison close ». Une instance devrait fixer les limites à ne pas franchir.

**Mais interdire les publicités où s'étalent des femmes dénudées... Vos détracteurs ne vont-ils pas vous taxer d'ultraféministe ?**

L'arme numéro un en France contre la parole des femmes, c'est toujours le discrédit. C'est à cause de cela que beaucoup se taisent. Je leur dis : « N'ayez pas peur, il faut dénoncer le sexisme, qui est un racisme comme il existe un racisme contre les Noirs, les juifs ou les musulmans. »

PROPOS RECUEILLIS PAR

CATHERINE GASTE-PECLERS, MARC LOMAZZI, ANNE-CÉCILE JUILLET ET PHILIPPE MARTINAT

publics, tout comme les pubs sexistes. Le porno chic, c'est tout sauf chic.

**Qu'en est-il de vos rapports avec les membres du gouvernement ?**

En tant que présidente du Medef, je suis amenée à travailler avec des ministres. Les relations de travail avec les ministres femmes sont presque toujours plus faciles et plus constructives qu'avec les ministres hommes. Les hommes instaurent plus volontiers des relations de domination. De façon beaucoup plus générale, il y a un problème quand on confond subordination et séduction.



Humour ou pas, les publicités à caractère sexiste font débat.

(DR.)

## Les pubs sous surveillance

**F**illes en jupettes pour vanter les mérites d'une voiture, poitrines dénudées pour faire acheter du gel douche, éternelles figures féminines mises en avant lorsqu'il s'agit de présenter la dernière lessive ou le meilleur liquide vaisselle... La publicité est-elle la meilleure ennemie de la femme ? Laurence Parisot s'en inquiète (*lire ci-contre*). Elle n'est pas la seule. Des associations féministes se mobilisent depuis des années. Et les consommateurs s'émeuvent davantage. « Nous traversons actuellement une période plus pudibonde », confirme Stéphane Martin, directeur général de l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP, l'ex-Bureau de vérification de la publicité).

**500 plaintes par an en moyenne**

« La vague du porno chic des années 2000-2001 a choqué le grand public. » Conséquence, le Jury de déontologie de la publicité\* (JDP), composé de juristes et de magistrats, est régulièrement saisi (environ 500 plaintes par an) à propos de publicités jugées « indignes ou dégradantes pour la personne humaine ».

Ainsi, en janvier, le JDP a-t-il donné raison à un particulier qui s'était plaint que les photos pour une ligne de lingerie d'un site de vente par correspondance étaient contraires au respect de la femme.

« Ces avis incitent à faire cesser ou à modifier toutes les campagnes litigieuses mais la publicité doit demeurer un espace de liberté d'expression », nuance Stéphane Martin.

A.C.J.

\* www.jdp-pub.org